

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Appel à ville morte : mi-figue, mi-raisin

**LES** appels à la ville morte lancés par les syndicats de plusieurs secteurs, pour protester contre les mesures qui, aux yeux du gouvernement, visent à endiguer la pandémie de Covid-19, entrées en vigueur hier, ont été diversement vécus et appréciés par les populations de Libreville et ses environs.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU  
Libreville/Gabon

**R**OND-POINT d'Awendjé dans le 4e arrondissement de Libreville. Il est 9h45 minutes ce mercredi 15 décembre 2021. Premier jour d'entrée en vigueur des nouvelles mesures gouvernementales autour du pass sanitaire (vaccin ou test négatif) pour accéder aux lieux dits publics, voyager librement, ainsi que celle liée à la suppression de la gratuité des tests PCR. La circulation est fluide et les mouvements des populations sont moins intenses.

Chose inhabituelle à cet endroit réputé pour ses incessants bouchons. En même temps, cette situation semble être un petit moment de répit pour les quelques éléments des Forces de police postés à ce grand carrefour circulaire de la capitale. Assurément "oui, car depuis le matin, ça circule librement et vite. Nous ne sommes pas débordés comme d'habitude", lance un des policiers.

De l'autre côté du rond-point, les vendeuses de produits alimentaires s'impatientent. Les clients se font rares. "Aujourd'hui-là, nous risquerons de ne rien gagner, aucun client n'arrive", craint l'une d'entre elles. Qu'est-ce qui explique l'absence d'affluence au niveau du rond-point d'Awendjé



Une vue du centre ville dans la matinée.

ce jour ? Annie, une habitante du quartier estime que "les gens sont restés chez eux".

Même son de cloche dans plusieurs autres artères du Grand Libreville, où les usagers sont nombreux dès les premières heures de la matinée et aux heures de pointe (particulièrement autour midi). "Le grand carrefour Rio était désert ce matin. Les transporteurs en commun qui se croient indispensables ici quand ils voient les

clients se bousculer, ont dû garer", explique Didier au volant de son véhicule.

Même observation au carrefour de la Cité-des-Ailes. Les bus suburbains de Trans'Urb roulent presque à vide malgré le régime de la gratuité, contrairement à l'ambiance habituelle. C'est d'ailleurs ce que témoignent de multiples usagers qui résident dans la commune d'Akanda. Nombreux assurent avoir été

épargnés cette matinée des embouteillages monstres auxquels ils sont souvent confrontés pour rallier le cœur de Libreville où ils travaillent ou y accéder pour d'autres courses. "Aujourd'hui, j'ai fait 25 minutes pour arriver à Libreville. Alors que nous mettions souvent une à deux heures, voire trois heures", relate I.M, habitant les environs du stade de l'Amitié sino-gabonaise d'Angondjé.

Par contre au centre-ville, au boulevard Triomphal et dans plusieurs autres zones, c'est comme si de rien n'était. Plusieurs administrations publiques, privées, des commerces et des banques ont ouvert et le pass sanitaire a bien été exigé avant d'accéder à certaines d'entre elles. Et le personnel y était présent. Comme le rassure un chef de service. "Ce matin, j'ai fait le tour de mon service, tous les agents sont présents à leurs postes de travail. Et chacun avait son pass sanitaire". A l'exception de certains établissements bancaires, grandes surfaces, épiceries tenues par des Mauritanais où pour y accéder, ni le test PCR négatif, ni la carte de vaccination, n'étaient exigés. La plupart des enseignes et commerces du centre-ville ont reçu grand-monde.

Dans l'ensemble, les appels à ville morte n'ont pas été suivis, même s'il faut reconnaître qu'entre 8 heures et midi une partie de la population de Libreville et ses environs l'a observée. Mais, progressivement la vie a repris son cours normal dans la journée.

### Contrepoint

## Et maintenant ?

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

**B**IEN qu'elles soient entrées en vigueur hier sur l'ensemble du territoire national, les nouvelles mesures gouvernementales visant à circonscrire la propagation de la pandémie de coronavirus, continuent de diviser au sein de la population.

En témoigne la sortie du Syndicat des établissements de crédits (Synec) et de la Confédération syndicale gabonaise (Cosyga) qui, à travers des communiqués, ont adressé des préavis de grève, respectivement à l'Association des professionnels des établissements de crédits (Apec) et à la Première ministre. Va-t-on assister à un bras de fer de longue durée

entre le gouvernement et les différents partenaires sociaux et d'autres organisations de la société civile ? La question vaut son pesant d'or au regard de l'observation de la "ville morte" décidée par une frange de la population hier mercredi. S'il est évident que l'entrée en vigueur de ces mesures provoquerait moult réactions, et alors que le ministre de l'In-

térieur, Lambert-Noël Matha, avait indiqué, lors de la conférence de presse du gouvernement lundi dernier, qu'il avisait en fonction de la situation, une communication gouvernementale allant dans ce sens se fera-t-elle ? Rien n'est moins sûr.

Quoiqu'il en soit, les prochains jours devront donner quelques éléments de réponse.